



# FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

---

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex  
tél. : 01 55 82 88 75 – Fax : 01 48 51 62 50 –  
E mail : [fd.equipement@cgt.fr](mailto:fd.equipement@cgt.fr) - Site : [www.equipementcgt.fr](http://www.equipementcgt.fr)

## Groupe de travail « Conditions de travail et temps de travail » Compte rendu de la réunion du 28 mars 2019

---

**Cette première réunion du groupe de travail** présidée par le DRH, Jacques Clément, s'inscrivait dans le chantier du même nom dont la CGT avait obtenu l'inscription, non sans mal, à l'Agenda Social de nos ministères. Deux points figuraient à l'ordre du jour :

- le temps de travail avec un bilan des heures écrites en 2016 et 2017 dans les services des MTEs-MCTRCT et les grandes orientations pour un projet de charte des temps
- un projet de plan d'action pour le développement du télétravail. Ce second point n'a été abordé que très succinctement lors de cette première réunion .

**La délégation CGT** s'est félicitée de la tenue de cette réunion tout en soulignant qu'il était grand temps de sortir du « trou noir » relatif à la réalité des temps de travail et de non respect des garanties minimales. Elle citait pour preuve la décision de mettre fin au « comité de suivi de l'ARTT » en 2006, le rapport d'audit du CGEDD de septembre 2010 dont l'une de ses préconisations était le développement d'outils adaptés de suivi du respect des garanties minimales, le comité de suivi mort-né de « l'application de la réglementation sociale du temps de travail » en décembre 2015, les tergiversations de l'administration face aux demandes et audiences répétées de la fédération et de son Ofict, l'indigence du bilan social ministériel en la matière.

Sortir de cette situation est d'autant plus crucial au regard :

- de la fragilisation juridique de l'administration avec le développement d'une jurisprudence rappelant les obligations de l'employeur, public ou privé, en matière de santé et de sécurité des salariés comme de suivi des temps et des charges de travail,
- du développement du forfait « cadres » en jours dans les services du ministère et de ses établissements publics (nous avons rappelé à cet égard la réécriture de l'article de l'arrêté relatif à l'organisation du temps de travail dans les DDI faisant suite, sur recours de la CGT, à l'arrêt du Conseil d'Etat pour extension abusive du forfait en jours prévu par cet article)
- de la tendance à instituer en mode permanent le recours aux dérogations aux garanties minimales dans les DIR et autres services d'exploitation
- des suppressions massives d'emplois et des réorganisations passées et programmées s'accompagnant d'un alourdissement des charges et d'une intensification du travail

### **L'enquête sur le temps de travail réalisée en 2018 par l'administration**

Cette enquête, dont les résultats, portant sur 2016 et 2017, sont présentés dans le tableau joint, a été menée auprès des services ministériels: DREAL, DEAL, DIR/DIRIF, DIRM/DM, AC, à l'exclusion des DDT et des EP.

En dépit de ces limites et d'autres tenant notamment à la prise en compte le plus souvent que partielle des écrêtements- ceux au-delà des 12 h de report possible d'un mois sur l'autre en horaires variables à l'exclusion des autres (au-delà des bornes réglementaires notamment). Cette enquête offre pour la première fois depuis 2006 une approche, au niveau national, des écrêtements et donc du travail gratuit.

Cela remet les pendules à l'heure de la réalité des temps de travail dans nos ministères alors qu'une campagne honteuse est actuellement menée sur le temps de travail des fonctionnaires. Ce tableau qui mériterait, comme nous l'avons souligné, une approche par catégorie et par genre (une obligation aujourd'hui) n'en montre pas moins que près d'un agent sur deux en horaire variable voit ses heures écrêtées ce qui représente entre l'équivalent d'1, 2, voire 3 semaines de congés par an ou bien encore plus de 500 000 heures rapportées à un effectif de moins de 23 000 agents pris en compte, chiffres qui n'intègrent, redisons-le, qu'une partie des heures non comptabilisées.

**Le DRH**, dans ses réponses a affirmé que :

- la question du forfait cadre méritait un peu d'investigation
- les dérogations aux garanties minimales était une question compliquée et qu'un travail spécifique allait être ouvert sur les DIR intégrant un volet temps de travail
  - la migration vers «RenoiRH» au-delà de la première étape faciliterait un suivi des temps de travail
  - la volonté de la DRH était bien de parvenir à une vision complète des temps de travail dans le bilan social du ministère pour 2020-2021 avec d'ici là des données par macro-grade et par genre
  - la maîtrise du temps de travail devait faire l'objet de vraies discussions dans chaque service, au plan local comme au plan national

### **Les grandes orientations pour l'élaboration d'une charte des temps**

Un document de 4 pages était présenté comme base à la discussion.

**La délégation CGT** rappelait tout d'abord qu'elle n'était pas favorable (contrairement à la CFDT et à moindre degré d'autres syndicats) à la forme de « charte » qui reste le plus souvent lettre morte (A-t'on fait un bilan réel des chartes déjà existantes?). Le contenu du texte ne pouvait que renforcer ses craintes :

- le renoncement à toute idée d'édiction de normes contraignantes
- une exemplarité requise des encadrants mais un silence total sur les moyens qui leur seront alloués
- des formules qui loin de permettre de progresser, risquent au contraire de banaliser la situation existante. Exemple : *« préserver des horaires raisonnables, y compris pour les cadres en rappelant que le week-end, le soir et durant les congés, les agents ne sont pas présumés travailler »*

Quant au droit à la déconnexion, il méritait une discussion à part entière et des mesures concrètes.

**Le DRH**,

- a souligné que le choix avait été de faire du temps de travail l'objet d'une charte à part entière et pas seulement un point du projet de charte sur l'égalité professionnelle tout en veillant à la cohérence entre les deux textes
- s'est interrogé sur jusqu'où il fallait aller en matière de prescription au niveau national
- a affirmé avoir entendu les revendications venues dans le débat : semaine de 32h et de 4 jours, « double compteur » avec un compteur spécifique au temps de déplacement etc.
- a précisé que l'objectif du plan d'action ministériel pour le développement du télétravail, peu abordé faute de temps, n'était pas de dire que les agents devaient être en télétravail mais de donner au plus grand nombre cette possibilité
- a annoncé la transmission prochaine d'un calendrier de réunions à intervalles plutôt rapprochés et sur un thème précis.

SERVICE	2016						2017					
	Nbre d'heures écrêtées	Effectifs (ETP 31/12/2016)	Nbre d'agents écrêtés	% d'agents concernés	Nbre d'heures par agents concernés	Nbre d'heures par agent	Nbre d'heures écrêtées	Effectifs (ETP 31/12/2017)	Nbre d'agents écrêtés	% d'agents concernés	Nbre d'heures par agents concernés	Nbre d'heures par agent
DREAL AURA	34 517	1 052	850	80,8%	41	33	36 500	999	750	75,1%	49	37
DREAL Bretagne	10 635	442	280	63,3%	38	24	10 875	423	260	61,5%	42	26
DREAL Centre Val de Loire	13 021	424	243	57,3%	54	31	9 959	417	247	59,2%	40	24
DREAL Corse	3 350	124	74	59,7%	45	27	2 954	124	74	59,7%	40	24
DREAL Nouvelle Aquitaine	32678	958	526	54,9%	62	34	25 950	911	461	50,6%	56	28
DREAL Bourgogne Franche-Comté	17 448	459	317	69,1%	55	38	17 474	462	257	55,6%	68	38
DREAL PACA	17 859	540	197	36,5%	91	33	16 363	531	206	38,8%	79	31
DREAL Pays de la Loire	6 936	363	188	51,8%	37	19	5 968	350	199	56,9%	30	17
DREAL Normandie	22 194	503	319	63,4%	70	44	19 821	497	286	57,5%	69	40
DREAL Occitanie	29 262	839	498	59,4%	59	35	27 775	817	476	58,3%	58	34
DREAL Grand Est	25 810	824	500	60,7%	52	31	25 479	838	607	72,4%	42	30
DREAL Hauts-de-France	9 163	738	243	32,9%	38	12	13 565	720	404	56,1%	34	19
DRIEE	11 695	448	271	60,5%	43	26	11 139	432	199	46,1%	56	26
DRIEA	26 315	843	400	47,4%	66	31	21 662	838	352	42,0%	62	26
DRIHL	10 851	464	210	45,3%	52	23	10 617	472	226	47,9%	47	22
<b>TOTAL DREAL</b>	<b>271 734</b>	<b>9 021</b>	<b>5 116</b>	<b>56,7%</b>	<b>53</b>	<b>30</b>	<b>256 101</b>	<b>8 831</b>	<b>5 004</b>	<b>56,7%</b>	<b>51</b>	<b>29</b>
DEAL Guyane	ND		ND				ND		ND			
DEAL Guadeloupe	2 273	273	124	45,4%	18	8	4 858	279	161	57,7%	30	17
DEAL Réunion	8 883	344	192	55,8%	46	26	8 579	336	179	53,3%	48	26
DEAL Martinique	5 812	265	233	87,9%	25	22	21 299	251	176	70,1%	121	85
DEAL Mayotte	4 341	366	117	32,0%	37	12	4 866	360	116	32,2%	42	14
<b>TOTAL DEAL</b>	<b>21 309</b>	<b>1 248</b>	<b>666</b>	<b>53,4%</b>	<b>32</b>	<b>17</b>	<b>39 602</b>	<b>1 226</b>	<b>632</b>	<b>51,5%</b>	<b>63</b>	<b>32</b>
DIR Massif Central	4 251	560	82	14,6%	52	8	4 729	544	86	15,8%	55	9
DIR Nord Ouest	3 870	637	106	16,6%	37	6	4 478	634	114	18,0%	39	7
DIR Atlantique	7 306	456	129	28,3%	57	16	7 230	440	115	26,1%	63	16
DIR Sud Ouest	7 790	514	146	28,4%	53	15	8 425	507	158	31,2%	53	17
DIR Centre Est	12 080	285	150	52,6%	81	42	11 350	285	162	56,8%	70	40
DIR Centre ouest	5 790	546	104	19,0%	56	11	5 155	546	96	17,6%	54	9
DIR Med	3 800	528	35	6,6%	109	7	3 949	528	39	7,4%	101	7
DIR Ouest	6 705	858	134	15,6%	50	8	5 291	847	132	15,6%	40	6
DIR Nord	7 837	746	265	35,5%	30	11	6 692	734	226	30,8%	30	9
DIR Est	10 340	992	220	22,2%	47	10	13 931	973	231	23,7%	60	14
DIRIF	16 771	1 052	235	22,3%	71	16	16 563	1 035	267	25,8%	62	16
<b>TOTAL DIR</b>	<b>86 540</b>	<b>7 174</b>	<b>1 606</b>	<b>22,4%</b>	<b>54</b>	<b>12</b>	<b>87 793</b>	<b>7 073</b>	<b>1 626</b>	<b>23,0%</b>	<b>54</b>	<b>12</b>
DIRM Sud-Atlantique	303	144	93	64,6%	3	2	1 158	142	97	68,3%	12	8
DIRM Méditerranée	2 505	201	32	15,9%	78	12	1 379	196	25	12,8%	55	7
DIRM Manche Est Mer Nord	1 157	278	48	17,3%	24	4	1 116	285	58	20,4%	19	4
DIRM Nord Atlantique Manche Ouest	2 048	408	72	17,6%	28	5	2 727	419	79	18,9%	35	7
DM Sud Océan Indien	591	69	17	24,6%	35	9	408	68	18	26,5%	23	6
<b>TOTAL DIRM/DM</b>	<b>6 604</b>	<b>1 100</b>	<b>262</b>	<b>23,8%</b>	<b>25</b>	<b>6</b>	<b>6 788</b>	<b>1 110</b>	<b>277</b>	<b>25,0%</b>	<b>25</b>	<b>6</b>
<b>TOTAL SD</b>	<b>386 187</b>	<b>18 543</b>	<b>7 650</b>	<b>41,3%</b>	<b>50</b>	<b>21</b>	<b>390 284</b>	<b>18 240</b>	<b>7 539</b>	<b>41,3%</b>	<b>52</b>	<b>21</b>
<b>TOTAL AC</b>	<b>152 252</b>	<b>4 230</b>	<b>2 619</b>	<b>61,9%</b>	<b>58</b>	<b>36</b>	<b>131 216</b>	<b>4 102</b>	<b>2 522</b>	<b>61,5%</b>	<b>52</b>	<b>32</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>538 439</b>	<b>22 773</b>	<b>10 269</b>	<b>45,1%</b>	<b>52</b>	<b>24</b>	<b>521 500</b>	<b>22 342</b>	<b>10 061</b>	<b>45,0%</b>	<b>52</b>	<b>23</b>